

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 15 avril 1953, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et mesures tendant à consolider la paix et l'amitié entre les peuples (A/2229, A/C.1/L.39, A/C.1/L.40) [suite]	645
---	-----

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

Mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et mesures tendant à consolider la paix et l'amitié entre les peuples (A/2229, A/C.1/L.39, A/C.1/L.40) [suite]

[Point 72 *]

1. Le PRESIDENT donne la parole au représentant du Brésil, qui a demandé à parler sur une motion d'ordre en vue d'expliquer le projet de résolution de la délégation brésilienne (A/C.1/L.40) qui a été distribué au cours de la séance précédente.

2. M. DE SOUZA GOMES (Brésil) déclare qu'à la suite de certains événements qui viennent de se produire, la situation internationale se présente incontestablement sous un jour plus favorable. Si léger que puisse paraître ce changement dans l'atmosphère générale, il est certain que les façons de procéder ou les dispositions d'esprit se sont modifiées. Il incombe aux membres de la Commission de réévaluer la situation internationale et d'examiner tous les moyens qui pourraient conduire à une détente. Il serait vain, cependant, de fermer les yeux sur les sérieuses divergences qui continuent de se manifester parmi les Membres de l'Assemblée générale.

3. Le titre du point de l'ordre du jour en discussion semblerait inviter à l'étude par l'Assemblée générale d'un vaste programme d'action. La crise internationale actuelle se trouverait automatiquement résolue si l'on pouvait aboutir à un accord complet sur les problèmes que soulève ce point de l'ordre du jour. Cependant, le sens élémentaire des réalités devrait convaincre les représentants que leur objectif est loin d'être atteint. La Commission ne devrait viser en ce moment, ni trop haut ni trop bas. Sans verser dans un optimisme exagéré, elle ne devrait ni désespérer de faire aucun progrès, ni négliger les motifs d'espérance que représentent les récents événements politiques. Telles sont les considérations qui ont poussé la délégation du Brésil à rédiger son projet de résolution. Elle a cherché à formuler certaines vues et certains principes qui ont trouvé un appui unanime parmi les membres de la Commission.

4. La délégation brésilienne ne sous-estime nullement la nécessité qu'il y a de se mettre d'accord sur des problèmes aussi essentiels que le désarmement et la sécurité collective. Si elle a insisté avant tout sur le problème de l'armistice en Corée, c'est parce qu'elle a constaté que ce problème est le plus pressant, le plus grave et le plus complexe que l'Organisation des Nations Unies ait à résoudre et celui dont les perspectives de règlement suscitent les plus vifs espoirs. Tous les milieux s'accordent à reconnaître que la solution de ce problème constitue la condition préalable de toute action tendant à empêcher une nouvelle guerre mondiale ou l'extension du conflit coréen.

5. La délégation du Brésil est heureuse de constater que, malgré la grande diversité des points de vue exprimés à la Commission, un accord a pu se faire sur un petit nombre de points. Il incombe aux représentants de préciser ces points d'accord et de les élargir, s'ils ne veulent pas perdre le sens de certains faits significatifs et entraver les progrès dans la voie de la paix qui présente des difficultés et des obstacles que l'on pourrait éliminer ou surmonter actuellement sans danger. Le projet de résolution du Brésil résume les points sur lesquels un accord est possible; de l'avis de sa délégation, il serait parfaitement inutile de vouloir faire figurer dans le projet des questions controversées.

6. L'accord minimum porte sur les points suivants: premièrement, l'Organisation des Nations Unies ne doit négliger aucun effort pour créer des conditions favorables à la conciliation et à la paix, conformément aux principes de la Charte; deuxièmement, la communication (A/2378) du Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, en date du 31 mars 1953, constitue un fait nouveau qui pourra amener les parties à procéder à Panmunjom à un échange constructif de vues et d'opinions; troisièmement, un armistice juste et honorable en Corée contribuera puissamment à alléger la tension internationale actuelle; quatrièmement, la conclusion de l'accord relatif aux prisonniers de guerre malades et blessés a été accueillie avec une profonde satisfaction; cinquièmement, cet échange s'effectuera rapidement et les nouvelles négociations qui seront entamées à Panmunjom aboutiront bientôt à la conclusion d'un armistice en Corée; et, sixièmement,

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

les Nations Unies suivront de près l'évolution de la question coréenne jusqu'au moment où l'on pourra trouver une solution équitable. Voilà les six principes dont la délégation brésilienne s'est inspirée en rédigeant les six alinéas de son projet de résolution.

7. M. de Souza Gomes regrette que sa délégation ne soit pas en mesure de proposer une formule magique qui permette de concilier les vues divergentes, mais il estime que ces points d'accord devraient être soulignés et fermement soutenus afin de favoriser la paix et l'entente entre les peuples. La délégation du Brésil a présenté son projet de résolution pour répondre à l'appel de la Charte et pour défendre les principes qui y sont énoncés. D'autre part, elle croit qu'un accord unanime sur les six points énumérés donnera aux peuples et aux nations l'assurance qu'un accord est toujours réalisable et que l'Organisation des Nations Unies demeure fidèle à sa mission, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

8. M. DE LA COLINA (Mexique) déclare que, de l'avis de sa délégation, la Commission devrait procéder plutôt à l'étude de certains concepts fondamentaux qu'à l'examen du texte du projet de résolution de la Pologne (A/C.1/L.39); en effet, ce dernier reproduit un certain nombre d'opinions dont le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale s'occupent en détail depuis plusieurs années, soit directement, soit par leurs organes subsidiaires. La proposition polonaise se borne à exposer certaines attitudes intransigeantes que les délégations des démocraties populaires professent depuis de nombreuses années et qui s'opposent à celles des démocraties libres; elle ne vise nullement à trouver des solutions réelles.

9. Le projet de résolution de la Pologne soulève une importante question de méthode. La collaboration entre tous les Etats Membres, en vue d'écarter la menace d'une nouvelle guerre et de consolider la paix et l'amitié entre les peuples — c'est-à-dire d'atteindre les objectifs de la Charte — n'est possible que dans une atmosphère de confiance. On doit reconnaître qu'une fois la confiance perdue, il n'est pas facile de la rétablir. Cela exige des efforts patients et soutenus. S'il est vrai que les petits pays pourraient y contribuer par une action modératrice, seules les grandes Puissances peuvent concilier, dans leurs rapports mutuels, les divergences qui les séparent. La délégation du Mexique estime que, si l'on réussit à créer une atmosphère favorable, certaines concessions mutuelles, actuellement impossibles, aideraient à résoudre les problèmes plus importants. Il faut cependant reconnaître que le règlement progressif de certains problèmes isolés contribuerait à créer la confiance. La seule chose qui ne semble pas encore réalisable, c'est une solution d'ensemble des questions en litige.

10. Le fait qu'un organe des Nations Unies a adopté une thèse déterminée montre assurément que cette thèse est conforme à la justice. Toutefois, les représentants ne devraient pas perdre de vue qu'on peut favoriser la collaboration sur le plan international en laissant la voie ouverte à toute suggestion raisonnable.

11. La délégation mexicaine ne croit pas qu'il soit opportun de reprendre l'examen de la question coréenne et d'adopter d'autres résolutions puisqu'il est possible que la question des prisonniers de guerre soit résolue à Panmunjom.

12. Parlant de la proposition polonaise relative à la cessation immédiate des hostilités en Corée, M. de la Colina est d'avis qu'on ne devra prendre cette mesure importante que lorsqu'on sera parvenu à un accord sur la question des prisonniers et sur la conclusion officielle d'un armistice; dans le cas contraire, la cessation des hostilités risquerait d'avoir des effets défavorables sur la solution de ces questions. Cependant, si l'on considère que cette proposition tend à favoriser la conclusion d'une trêve temporaire, il se peut qu'une telle trêve, au lieu de préjuger la situation des prisonniers, contribue à empêcher des incidents et à assurer le succès des pourparlers. Une trêve limitée de ce genre permettrait de sauver un grand nombre de vies humaines. La délégation du Mexique estime que ce sont les négociateurs eux-mêmes qui devraient envisager cette possibilité.

13. M. de la Colina fait remarquer que la question du désarmement mentionnée également dans le projet de résolution de la Pologne se rattache étroitement aux destinées de l'Organisation des Nations Unies et de toute l'humanité. Le rétablissement de la confiance et les perspectives actuelles de paix dépendent de cette question plus que d'aucune autre. Aucun autre problème ne relève aussi complètement de la sphère d'activité des grandes Puissances. C'est pourquoi la délégation mexicaine n'est pas disposée à discuter la proposition polonaise relative au désarmement.

14. Les questions du désarmement et de la sécurité collective sont étroitement liées. La mise en œuvre du système de sécurité des Nations Unies, tel qu'il est prévu au Chapitre VII de la Charte, constituerait une mesure très importante dans la voie du désarmement et permettrait de consolider l'Organisation des Nations Unies en tant que seul garant de la paix et de la sécurité internationales et en tant que système régulateur de la collaboration pacifique entre les Etats.

15. Malgré l'expérience des sept dernières années, la délégation du Mexique croit toujours à la possibilité d'une collaboration entre les grandes Puissances. C'est cette collaboration qui a permis aux alliés de remporter la victoire dans la dernière guerre; c'est elle qui doit permettre de triompher des craintes qui divisent le monde et des ennemis communs — la famine, la maladie et l'ignorance qui ont maîtrisé les êtres humains et les ont condamnés à un esclavage indigne de l'humanité. La Charte des Nations Unies a été fondée sur un principe essentiel, celui de la collaboration entre les grandes Puissances. C'est en s'inspirant de la Charte que la délégation mexicaine avait proposé à l'Assemblée générale (A/662/Rev.1), au cours de sa troisième session, d'adresser un appel aux grandes Puissances, afin qu'elles fassent un nouvel effort en vue de régler leurs différends et d'établir une paix durable. Cette proposition avait été adoptée à l'unanimité [résolution 190 (III)]. Pendant la première partie de la septième session (376ème séance plénière), le représentant du Mexique a lancé un nouvel appel en faveur de l'unité entre les grandes Puissances. M. de la Colina cite certains passages de cet appel.

16. En préconisant une entente entre les grandes Puissances, la délégation du Mexique ne fait que poursuivre une politique qui est ancrée dans les traditions du peuple mexicain et dans sa foi en la puissance de la liberté. Les Mexicains sont convaincus que la liberté constitue pour l'être humain une source inépuisable de satisfaction et que les hommes et les peuples trouveront

toujours dans la liberté la norme de leur existence en commun et la base de leur solidarité.

17. M. RIZK (Liban) fait observer qu'à l'époque actuelle, la paix mondiale constitue plus que jamais un tout indivisible. Une menace à la paix dans une partie du monde doit donc être considérée comme une menace à la paix du monde tout entier. C'est pourquoi, lorsqu'ils étudient les mesures propres à écarter le danger d'une nouvelle guerre et à consolider la paix et l'amitié entre les peuples, les membres de la Commission ont le devoir d'examiner toutes les situations qui compromettent ou risquent de compromettre la paix du monde.

18. La guerre de Corée et la course aux armements à laquelle se livrent les principales Puissances du monde constituent deux graves menaces à la paix du monde. L'une et l'autre ont fait l'objet de discussions approfondies à l'Assemblée. Dans ces conditions, soucieux de répondre au désir exprimé par le Président, lors de l'ouverture du débat (594ème séance), M. Rizk ne s'étendra pas sur ces questions pour éviter de répéter des arguments qui ont perdu de leur nouveauté.

19. Cependant, un certain nombre de représentants, dont ceux de la République de Chine, d'Israël, du Panama et de Cuba, ont indiqué un troisième et nouveau facteur qui mettrait en péril la paix et la sécurité internationales. Il s'agit de la prétendue persécution de personnes appartenant à la race juive, en Union soviétique et dans d'autres pays de l'Europe orientale.

20. De l'avis de la délégation libanaise, le fait d'attiser les haines raciales et les préjugés religieux est l'un des principaux facteurs qui contribuent à détruire les bonnes relations entre les nations et à mettre la paix du monde en grave péril. Les gouvernements de tous les Etats arabes ont été les premiers à mener la croisade contre la discrimination raciale et les préjugés religieux et ils continueront à lutter contre le sectarisme sous toutes ses formes.

21. La délégation libanaise proteste contre les persécutions fondées sur la couleur, la race ou les croyances religieuses. Elle condamne notamment les préjugés antisémites et la persécution des juifs, et ce, pour plusieurs raisons. Les Libanais dénoncent l'antisémitisme, en premier lieu, parce qu'ils croient que tous les hommes sont nés égaux, parce qu'ils croient à la dignité de l'être humain quelles que soient sa couleur, sa race ou ses croyances religieuses et parce qu'ils croient en la fraternité et la tolérance entre tous les hommes; en second lieu, parce que les Arabes eux-mêmes appartiennent à la race sémitique; en troisième lieu, parce que, comme leurs frères des autres Etats arabes, ils ont chèrement payé la vague de persécutions antisémites qui a déferlé sur l'Europe depuis 1933 environ et notamment pendant la deuxième guerre mondiale. Les persécutions dont les juifs ont été victimes en Europe se sont traduites, pour les Arabes, par la perte de la Palestine et, ainsi, par l'exil forcé d'un million de ses habitants. Enfin, les Libanais déplorent le réveil de l'antisémitisme dans les pays d'Europe orientale — à supposer qu'il y ait effectivement réveil de l'antisémitisme — parce que cela entraînerait l'exode de millions de juifs vers la Palestine avec tous les dangers que comporterait une telle émigration en masse, savoir: l'augmentation du potentiel militaire et de la puissance d'agression d'Israël et la tentation qu'éprouverait ce pays de s'étendre au-delà de ses frontières actuelles, qui ne sont d'ailleurs pas ses frontières légales. De plus, les Etats

arabes auraient alors à leurs portes des individus imbus de principes et d'idéaux subversifs qui constitueraient une grave menace pour leur régime économique et social.

22. M. Rizk précise que, s'il a parlé assez longuement de l'attitude de son gouvernement et des autres Etats arabes à l'égard de l'antisémitisme, c'est parce que les porte-parole d'Israël et les défenseurs du sionisme, en dirigeant le feu de leur propagande sur l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale, n'ont laissé échapper aucune occasion de s'en prendre aux Arabes en les qualifiant d'antisémites traditionnels et d'ennemis de la démocratie. M. Rizk constate qu'un groupe sioniste est allé jusqu'à accuser les Arabes d'être prêts à participer à un complot visant à la conquête de l'Amérique.

23. Ayant clairement montré que le Liban et les autres Etats arabes condamnent tout ce qui peut engendrer la crainte, la méfiance et la haine, ayant précisé que ces pays s'opposent à toute tentative pour faire de l'origine raciale ou des croyances religieuses un motif et une excuse pour s'attaquer brutalement à des êtres humains, ayant enfin déclaré que la délégation libanaise voit avec inquiétude les préjugés et les persécutions de caractère racial ou religieux qui, à son avis, risquent de provoquer une rupture de la paix entre les nations, M. Rizk fait observer qu'il existe d'autres facteurs qui peuvent porter atteinte à la paix mondiale.

24. M. Rizk précise tout d'abord que, s'il reconnaît que l'incitation à l'antisémitisme ou à la discrimination contre les juifs est incompatible avec toute action visant à renforcer la paix internationale, il estime néanmoins que des accusations exagérées tendant à imputer à autrui des préjugés et des actes de persécution d'ordre racial ou religieux constituent une menace tout aussi grande, sinon plus grande, à la paix internationale. Or, il semble que les sionistes du monde entier aient précisément agi de cette manière depuis le procès et l'exécution de Rudolf Slansky et de ses coaccusés en novembre et décembre 1952. M. Rizk cite ensuite une déclaration par M. David Ben-Gurion le 16 février 1953, ainsi qu'une déclaration faite par plusieurs chefs des communautés juives qui se sont réfugiés dans le secteur occidental de Berlin au début de février 1953 et publiée dans le *New York Times* du 9 février. Il donne également lecture d'une dépêche de l'*Associated Press* de Vienne dont le texte a été reproduit dans le *New York Times* du 22 février, d'une dépêche du correspondant spécial du *New York Times* à Vienne publiée dans le numéro du 26 mars 1953 de ce journal et d'une dépêche du correspondant spécial à Tel Aviv reproduite dans le *New York Times* du 25 février; tous ces textes montrent clairement que les chefs sionistes ont grossièrement exagéré les faits.

25. D'autre part, l'idéologie et la philosophie politique du sionisme, ainsi que la théorie du nationalisme juif — telle qu'elle est exposée par les sionistes professionnels — représentent une sérieuse menace à la paix du monde. Pour essayer d'atteindre leurs objectifs politiques, les sionistes professionnels se sont efforcés de convaincre le monde que le judaïsme et le sionisme ne font qu'un. Leur but est de pouvoir se poser en victimes de préjugés raciaux et religieux. D'après cette thèse, quiconque critique le sionisme ou manifeste une certaine hostilité à l'égard du sionisme est automatiquement taxé d'antisémitisme.

26. M. Rizk déclare que ce raisonnement est faux et témoigne d'un cynisme éhonté car ceux qui s'opposent

au sionisme ne s'opposent pas au judaïsme ou aux juifs en tant que personnes appartenant à une noble race et croyant en une religion qui, de tous temps, a été tenue en honneur. Ils s'opposent à une idéologie, à une philosophie politique, à un mouvement nationaliste. Cet aspect politique du judaïsme a été défini en 1896 par Théodore Herzl dans son livre *Der Judenstaat*, dont M. Rizk cite un passage.

27. Le représentant du Liban fait observer que les juifs les plus fidèles aux traditions orthodoxes s'opposent aux aspects politiques du sionisme parce qu'ils pensent que le retour au sionisme doit être le fait de l'intervention divine et non de l'intervention du pouvoir temporel. Aux Etats-Unis, les juifs réformés combattent le sionisme en raison de son caractère nationaliste; ils estiment que le judaïsme n'est pas une nationalité, mais une religion et ils invoquent le principe de l'assimilation selon lequel un juif peut vivre librement dans le pays où il est né, dans une atmosphère de paix et d'amitié. M. Rizk cite ensuite un passage d'une lettre ouverte adressée au *London Times* par les Présidents de deux organisations qui combattent le sionisme, le Board of Deputies of British Jews et l'Anglo-Jewish Committee. Il rappelle les paroles du rabbin Elmer Berger qui, le 14 avril 1951, à Chicago, invitait les juifs américains à faire preuve de vigilance pour ne pas devenir de simples instruments des intérêts nationalistes d'Israël. M. Rizk donne également lecture d'un extrait du livre de J. M. N. Jeffries intitulé *Palestine, the Reality*, d'où il ressort que les sionistes soulignent, au contraire, l'aspect nationaliste du judaïsme.

28. M. Rizk cite un extrait du livre du rabbin Berger, *The Jewish Dilemma*, pour montrer qu'en Russie tsariste, les sionistes n'ont pas seulement préconisé l'émigration, mais qu'ils ont cherché à créer un Etat dans l'Etat. Il cite également un extrait d'un article qui a paru le 13 février 1953 dans le *New York Times* et d'où il ressort que l'Union soviétique a essayé pendant trente ans d'amener les juifs à oublier leur nationalité. M. Rizk déclare que c'est là une preuve manifeste que les juifs du monde entier ont une nationalité qui leur est propre et qui est distincte de celle des pays dont ils sont officiellement ressortissants. En conséquence, si les autorités de ces pays qualifiaient les intéressés de ressortissants juifs, elles ne pourraient se voir reprocher de faire preuve de discrimination raciale ou de préjugés religieux.

29. Troisièmement, le fait qu'Israël prétende représenter les juifs du monde entier et parler en leur nom revêt un caractère d'extrême gravité pour la paix entre les peuples. La délégation libanaise croit que si l'antisémitisme s'est accentué dans certains pays depuis 1948, c'est parce qu'Israël prétend représenter les juifs du monde entier et en avoir la charge. Cette opinion semble corroborer les accusations que la Pologne a portées contre la légation d'Israël à Varsovie. M. Rizk cite ensuite un extrait d'une dépêche Reuter publiée dans le *New York Times* du 21 décembre, où il est dit que le Gouvernement polonais a déclaré que la légation d'Israël s'est non seulement efforcée de représenter les intérêts d'Israël et de ses ressortissants, mais qu'elle a aussi revendiqué illégalement le droit de faire des représentations au nom de nationaux polonais d'origine juive. M. Rizk croit que les prétentions d'Israël ont donné naissance à une situation qui, d'une part, peut être qualifiée de grotesque du point de vue du droit inter-

national et qui, d'autre part, est lourde de graves conséquences.

30. M. Rizk ne veut pas dire qu'un Etat ne puisse ou ne doive être fondé sur la religion. Mais il est faux de prétendre que critiquer la philosophie politique sioniste, ou le nationalisme juif tel que l'entendent les sionistes, ou encore leur Etat d'Israël, n'est autre qu'antisémitisme, préjugé et persécution de caractère racial et religieux. Il est vraiment heureux pour la grande majorité des juifs qu'ils ne souscrivent pas à la thèse selon laquelle Israël est le représentant et le porte-parole des juifs du monde entier.

31. Quatrièmement, il faut souligner que des porte-parole israéliens et des sympathisants sionistes n'ont cessé de revendiquer pour les ressortissants juifs des pays d'Europe orientale et de l'Union soviétique le droit d'émigrer en Israël. Ils ont présenté cette exigence comme une partie intégrante des protestations sionistes contre le prétendu antisémitisme qui sévirait dans ces pays. Dès le début, l'immigration illimitée des juifs en Israël a comporté de graves dangers pour la stabilité de la région et pour les droits fondamentaux des Arabes de Palestine. De nouvelles vagues d'immigration massive présenteraient indubitablement des dangers analogues. L'immigration massive est destinée à accroître le potentiel militaire d'Israël. L'arrivée de millions d'immigrants juifs dans un pays déjà surpeuplé ne manquerait pas de soumettre à une nouvelle épreuve l'économie de ce pays. On peut raisonnablement présumer que l'accroissement de la puissance militaire d'Israël et l'augmentation de ses besoins en terres l'amèneront à chercher à s'étendre à nouveau aux dépens des Etats arabes limitrophes. En outre, l'accroissement de la population fournirait aux autorités israéliennes un nouveau prétexte pour s'opposer au rapatriement des réfugiés arabes. M. Rizk cite un extrait d'une déclaration du comte Bernadotte (A/648, par. 6) aux termes de laquelle on porterait gravement atteinte aux principes élémentaires de l'équité si l'on n'accordait pas à ces innocentes victimes du conflit le droit de retourner chez elles, alors que, par ailleurs, les immigrants juifs pénétreraient en grand nombre en Palestine.

32. Quiconque était animé de sentiments humains n'a pu demeurer indifférent au triste sort des juifs en Europe, au cours de la deuxième guerre mondiale; néanmoins, on ne peut s'empêcher d'être surpris de la manière dont les sionistes professionnels ont exploité et continuent d'exploiter ces souffrances pour atteindre leurs objectifs politiques. Ils se sont efforcés de plaider leur cause en invoquant des arguments d'ordre purement humanitaire. Une fois de plus, ils ont fait appel à la conscience de l'humanité — la même conscience de l'humanité qui, en 1947, a donné sa bénédiction et sa sanction au viol de la Palestine et, par suite, à l'expulsion de ses habitants légitimes par les intrus sionistes. M. Rizk croit que les appels que les sionistes adressent à la conscience de l'humanité cachent une facture qu'ils se préparent à faire régler une fois de plus par le monde entier. Cette facture, qui révèle quelques-unes des causes fondamentales des protestations exagérées contre le génocide et l'extermination, demande un appui économique, financier, politique et militaire.

33. M. Rizk a fait état de ces causes fondamentales, parce que son gouvernement y découvre des intentions et des actes hostiles de nature à menacer très sérieusement la paix et la sécurité de l'ensemble du Moyen-Orient et du monde entier.

34. Des mesures peuvent et doivent être prises pour renforcer la paix mondiale. Il y a lieu de renforcer l'Organisation des Nations Unies en faisant appliquer ses décisions et ses résolutions. On a reconnu qu'il fallait sans délai trouver une solution au conflit coréen et au problème du désarmement si l'on voulait servir la cause de la paix mondiale. Des résolutions tendant au règlement pacifique du conflit coréen ont été adoptées. Il semble que l'on ait abordé ce problème sur un plan nouveau et encourageant. Dans ces conditions, les délégations ne peuvent que souhaiter que les négociations qui sont sur le point d'être reprises à Panmunjom aboutissent à des résultats positifs et satisfaisants. De même, l'Assemblée a chargé la Commission du désarmement de continuer ses travaux et il est très encourageant de constater que toutes les grandes Puissances sont représentées à la Commission et qu'elles s'efforcent sincèrement d'aboutir à un accord. M. Rizk se demande pourquoi l'Assemblée devrait adopter des méthodes et des principes qui sont contraires à ceux qu'elle a déjà adoptés. La délégation libanaise croit que le projet de résolution de la Pologne ne présente aucune utilité et qu'au contraire, son adoption pourrait porter préjudice à la cause de la paix.

35. M. PALAR (Indonésie) souligne l'importance de la question en discussion et rappelle que M. Acheson a déclaré à la 380ème séance plénière que l'Organisation des Nations Unies doit toujours chercher des solutions, mais non pas nécessairement adopter des résolutions. Il désire également souligner le fait que l'Organisation doit chercher à adopter des résolutions qui puissent être appliquées en tant que solutions, surtout si l'on tient compte de l'optimisme qui règne actuellement sur la scène internationale. L'opinion publique mondiale a accueilli avec ferveur le nouvel esprit de réconciliation qui a trouvé sa première expression dans la réponse faite par feu le premier ministre Staline aux questions que lui avait posées M. James Reston du *New York Times*, réponse qui a acquis une signification accrue après les déclarations du premier ministre Malenkov. Il faut noter également que les déclarations faites à ce sujet par le président Eisenhower et par M. Churchill sont aussi très encourageantes.

36. Il est donc plus attristant encore de devoir constater que l'Organisation des Nations Unies n'a pas exprimé jusqu'ici un sentiment d'optimisme semblable à celui que l'on rencontre dans le monde extérieur. Il ne faut épargner aucun effort pour amener un renversement de cette regrettable situation. A sa présente session, l'Assemblée générale devrait adopter des résolutions qui offriraient des solutions acceptables aux deux parties qui cherchent aujourd'hui à se rencontrer sur la question cruciale de la paix ou de la guerre. Mais l'Organisation des Nations Unies ne doit pas essayer d'atteindre des objectifs qui sont encore au-delà de ses possibilités immédiates. Il n'en pourrait résulter, en effet, qu'une perte de prestige, de nouveaux échecs et une aggravation du découragement. La délégation de l'Indonésie jugera le projet de résolution de la Pologne non seulement du point de vue des objectifs qu'il cherche à atteindre, mais surtout des chances de conciliation et de compréhension qu'il offre aux parties intéressées.

37. En ce qui concerne la Corée, la résolution 610 (VII) adoptée par cinquante-quatre Etats Membres avait deux objets. Elle énonçait tout d'abord les principes dont les Nations Unies devraient s'inspirer en ce qui concerne la question des prisonniers de guerre. En

second lieu, elle offrait des propositions concrètes pour la solution de cette question, des propositions pouvant fournir une base raisonnable pour la négociation immédiate d'une suspension d'armes. Malheureusement, cette résolution a été rejetée par l'autre partie intéressée. Toutefois, les Gouvernements de la République populaire de Chine et de la République populaire démocratique de Corée ont à leur tour envoyé à l'Organisation des Nations Unies leurs propres propositions (A/2378) pour surmonter le seul obstacle qui s'oppose à la conclusion d'un accord d'armistice. Cette démarche a été accueillie avec beaucoup de faveur par l'Assemblée générale. Certes, l'Organisation des Nations Unies pourrait s'en tenir fermement aux propositions qu'elle a adoptées, mais on doit se rappeler qu'en présentant ces propositions à l'Assemblée, le représentant de l'Inde a souligné qu'il fallait y voir un moyen d'aboutir à une solution plutôt que la solution elle-même, puisque la solution du problème ne peut que résulter de discussions et de négociations entre les deux parties en Corée. Afin d'éviter tout malentendu possible, il ne faut pas oublier que les Gouvernements de la République populaire de Chine et de la République populaire démocratique de Corée ont déclaré sans équivoque qu'ils n'abandonnaient pas leur position de principe, que l'on connaît déjà, au sujet de la libération et du rapatriement des prisonniers de guerre. Dans le télégramme qu'il a envoyé à l'Assemblée (A/2378), M. Chou En-laï, tout en reconnaissant qu'il existe des différences d'opinion sur ce problème, a déclaré qu'il était prêt à prendre des mesures pour éliminer ces différences, pour permettre la conclusion d'un armistice en Corée. La délégation de l'Indonésie estime que l'Organisation des Nations Unies doit soutenir les principes et les objectifs énoncés dans la résolution 610 (VII), mais elle considère néanmoins que la déclaration de M. Chou En-laï fournit la base d'un accord possible entre les parties intéressées. Elle est donc heureuse de constater que le Commandement des forces armées des Nations Unies en Corée s'est déclaré disposé à reprendre les négociations de trêve sur cette base. Cependant, afin de faciliter la cessation des hostilités en Corée, l'Organisation des Nations Unies devrait faire connaître son attitude au sujet des communications du Gouvernement de la République populaire de Chine et du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (A/2378, A/2381) et y répondre favorablement.

38. En ce qui concerne le projet de résolution de la Pologne (A/C.1/L.39) et le projet de résolution du Brésil (A/C.1/L.40), la délégation de l'Indonésie déclare qu'elle donnera son appui à toutes les propositions qui pourront offrir une solution acceptable aux deux parties intéressées.

39. M. HOPPENOT (France) dit que l'on ne peut aborder le projet de résolution révisé de la Pologne (A/C.1/L.39) sans prendre en considération à la fois la date à laquelle le projet original (A/2229) a été déposé et la date à laquelle il vient en discussion devant la Commission. Entre ces deux dates, six mois se sont écoulés au cours desquels bon nombre des questions évoquées dans ce projet de résolution ont été examinées par l'Assemblée générale. En outre, une série d'événements se sont produits au cours des dernières semaines qui, s'ils n'ont pas modifié les termes des problèmes posés, ont du moins allégé l'atmosphère dans laquelle leur discussion avait commencé. La délégation polonaise a tenu compte, dans une certaine mesure, de cette évolu-

tion par les modifications qu'elle a apportées à son texte primitif. Néanmoins, le projet de résolution révisé conserve encore bien des traces du climat différent sous lequel il a été conçu et il néglige les positions prises et les résolutions déjà adoptées par l'Assemblée générale. La délégation française se félicite néanmoins de l'abandon des formes les plus injurieuses de la propagande et du retour à la pratique d'une courtoisie internationale, dont l'usage n'ôte rien à la force des convictions exprimées. Bien qu'en dernière analyse, seuls les actes comptent, les actes pacifiques ne sauraient s'accompagner de paroles belliqueuses ou haineuses; c'est pourquoi la délégation française espère que la modération du vocabulaire de certaines délégations traduira devant l'Assemblée une attitude conciliante et constructive.

40. La délégation française désire assurer le représentant de la Pologne que personne ne peut rester insensible à l'évocation qu'il a faite à la 594^{ème} séance des maux et des horreurs de la guerre. Le peuple français ne peut oublier les souffrances que la dernière guerre a infligées à la Pologne ni les liens qui, pendant des siècles, ont existé entre la Pologne et la France. La France a, pour citer les propres paroles du représentant de la Pologne, payé d'un lourd tribut en sang, en souffrances et en larmes sa fidélité à la Pologne lors de l'agression hitlérienne. L'horreur qu'a la France pour la guerre et l'agression fasciste est égale à celle que ressent la Pologne. La France n'épargnera aucun effort pour appuyer toutes les mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et à consolider la paix et l'amitié entre les nations.

41. La délégation française a été heureuse d'entendre M. Vychinsky réaffirmer, dans les déclarations qu'il a faites aux 594^{ème} et 595^{ème} séances, la possibilité d'une coexistence et d'une coopération pacifiques entre les pays capitalistes et les pays communistes, car, si M. Vychinsky avait proclamé que la coexistence pacifique était impossible ou précaire, tous les efforts pour éviter la guerre et consolider la paix auraient été frappés d'impuissance et de stérilité. La manière dont il a insisté sur la coopération constitue un signe encourageant. Mais pour convaincre vraiment l'Occident, il faut que les actes suivent les paroles. Certains actes ont déjà été enregistrés avec satisfaction et espoir. Il en faudra beaucoup d'autres encore avant que soit comblé le hiatus entre l'affirmation d'une coexistence possible et les conditions qui lui permettront de se réaliser.

42. M. Vychinsky a dirigé son argumentation contre ce qu'il a appelé la politique de force. Avec beaucoup de franchise, il a dit à la Commission que l'Union soviétique elle-même avait fait l'expérience de cette politique et que la politique de force et de menace ne pouvait avoir de bons résultats et ne pouvait contribuer à renforcer les relations amicales entre les peuples du monde. Il s'est ensuite attaqué au Traité de l'Atlantique nord, à la Communauté européenne du charbon et de l'acier et au projet de Communauté européenne de défense. Il a dit à la Commission que le Traité de l'Atlantique nord violait la Charte et que la participation à ce traité était incompatible avec la qualité de Membre des Nations Unies. Ce n'est pas là une assertion inédite, et sa répétition ne la rend pas moins gratuite et non fondée. Ce traité, de caractère défensif, a été signé dans le cadre et selon les dispositions de l'Article 51 de la Charte et il ne constitue en lui-même une menace pour personne. M. Vychinsky l'a qualifié d'organisation close, secrète et fermée. Mais chacun sait que le texte

constitutif de cette organisation est un document public et que ses réunions font l'objet d'une publicité proche de l'indiscrétion. Si quelque chose ressemble à une organisation close, secrète et fermée, ce sont bien les ententes militaires que l'Union soviétique a conclues avec ses alliés sous la forme d'ententes d'états-majors. Les projets de réarmement des Puissances atlantiques sont connus de tous, alors qu'on ne sait à peu près rien des moyens militaires sur terre, sur mer et dans les airs de l'Union soviétique et de ses satellites.

43. Bien que M. Vychinsky s'en soit pris également à la Communauté européenne du charbon et de l'acier, il est assez difficile de voir comment cet instrument pacifique de collaboration économique peut être présenté comme une menace à la paix et à la sécurité. En cette occasion, la sollicitude de M. Vychinsky s'étendait particulièrement au Royaume-Uni. Il a énuméré les dangers que le Royaume-Uni courrait si la Communauté continuait à exister. Sir Gladwyn Jebb sera sans doute touché de cette attention et pourra, s'il le juge utile, apaiser les inquiétudes du représentant de l'URSS.

44. Passant au projet de Communauté européenne de défense, le représentant soviétique a emprunté au journal *Le Monde* et au professeur Lavergne plusieurs des arguments avancés par les adversaires français des propositions qui sont actuellement soumises au Parlement français. Il s'est également fait le défenseur des intérêts nationaux et de la souveraineté de la France et il a demandé au représentant de la France ce qu'il pensait de ces problèmes. La question de la Communauté européenne de défense ne figure pas à l'ordre du jour de la Commission, de sorte que M. Hoppenot n'a pas à rendre compte au représentant soviétique de son opinion personnelle sur un traité qui a été conçu par ses signataires dans l'esprit même de la Charte, comme un instrument de protection commune, de collaboration et de paix entre des nations voisines que l'histoire a trop longtemps divisées.

45. M. Vychinsky s'est également ému des charges financières que le réarmement des nations occidentales impose au contribuable français. M. Hoppenot lui est reconnaissant de sa sympathie, mais il doute que l'entretien de forces armées puisse être supporté par l'Etat soviétique, sans qu'il en coûte beaucoup au contribuable russe. Si l'Union soviétique avait désarmé, après la deuxième guerre mondiale, dans la proportion où l'ont fait ses alliés de la veille, et si elle n'avait pas usé de sa puissance militaire intacte pour étendre sa domination sur diverses parties de l'Europe et de l'Asie, les gouvernements des peuples épuisés par la deuxième guerre mondiale auraient certainement préféré consacrer la majeure partie de leurs ressources à l'amélioration de leur niveau de vie plutôt qu'à leur réarmement. Si l'Union soviétique confirme par des actes ses paroles de conciliation et de paix, elle fortifiera l'espérance au cœur des peuples du monde et allégera les charges qui pèsent sur eux.

46. Quant à la question du désarmement, ce n'est pas sans une certaine déception que la délégation française a constaté que la version révisée du projet de résolution de la Pologne contenait des propositions aussi périmées que la réduction d'un tiers des forces armées des cinq grandes Puissances et l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique, propositions qui ont été tant de fois rejetées par la majorité des Nations Unies comme inacceptables. M. Vychinsky ne peut ignorer que la conciliation peut et doit s'opérer seulement sur la base

de la résolution 704 (VII) en date du 8 avril 1953, résultat d'un effort pour dégager un dénominateur commun.

47. En ce qui concerne le problème de Corée, le projet de résolution polonais et le discours de M. Vychinsky paraissent sensiblement décalés par rapport aux événements. La suspension d'armes ne peut pas précéder, mais doit suivre immédiatement la conclusion d'un armistice. C'est d'ailleurs la thèse de M. Chou En-laï lui-même. Un accord a été conclu en ce qui concerne l'échange des prisonniers de guerre malades et blessés. La reprise des négociations d'armistice suivra immédiatement l'exécution de cet accord, et on a tout lieu d'espérer que les nouvelles propositions du Gouvernement de la République populaire de Chine et du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée permettront d'écarter rapidement le dernier obstacle qui s'oppose à la signature de l'armistice. M. Vychinsky s'est attaché à maintenir intacte la thèse selon laquelle la Convention de Genève de 1929 exclut le rapatriement volontaire des prisonniers de guerre. M. Hoppenot estime fondée en droit cette position et il ne s'attardera pas à rappeler à M. Vychinsky la distinction entre rapatriement volontaire et rapatriement forcé non plus que les circonstances particulières qui justifient dans le cas présent une exception à cette règle. L'essentiel, aux yeux de la délégation française, est que les autorités de la République populaire de Chine et de la République populaire démocratique de Corée ont cessé de faire dépendre la conclusion d'un armistice du rapatriement préalable et forcé de tous les prisonniers de guerre. La délégation française souhaite sincèrement que les négociations soient reprises le plus tôt possible et que les pourparlers engagés soient poursuivis de part et d'autre dans le plus large esprit de conciliation. Il est peut-être naturel que le Commandement unifié refuse de s'engager les yeux fermés dans ces négociations; il tient à s'assurer que certaines garanties existent et que les négociations n'aboutiront pas à un nouvel échec, dont les conséquences seraient particulièrement funestes. L'opinion publique mondiale, qui considère qu'en fait, sinon en droit, la position des Nations Unies a été acceptée, s'étonnerait si, pour des raisons qui lui échappent, tout n'était pas mis en œuvre pour reprendre dans les plus courts délais possible les

négociations à Panmunjom. M. Hoppenot croit également répondre au sentiment de beaucoup de délégations en exprimant le souhait que, jusqu'à la conclusion de l'armistice, les autorités militaires des deux parties s'abstiennent de tout ce qui accroîtrait inutilement l'effusion de sang en Corée.

48. L'armistice en Corée une fois signé, il restera beaucoup à faire pour établir solidement dans le monde entier un climat de coopération et de paix. En Extrême-Orient même, la paix est indivisible. Tant que se perpétueront des interventions étrangères, directes ou indirectes, dans les affaires intérieures de pays situés à la lisière du monde communiste, aucun règlement durable des problèmes posés dans cette région ne pourra être assuré. On ne peut faire la paix à coup de résolutions de l'Assemblée générale ou de discours. La paix ne peut être maintenue non plus en superposant un pacte à cinq à l'Organisation des Nations Unies. Il faut commencer par écarter les obstacles qui ont été accumulés systématiquement au cours des sept dernières années. Il faut créer une atmosphère de confiance et de compréhension réciproques. Lorsqu'il s'agit de créer un climat plus favorable, chaque geste a son importance. On l'a bien vu lors de la libération des civils français et anglais qui avaient été internés en Corée. L'Union soviétique n'a en vérité que l'embarras du choix entre toutes les initiatives qu'elle peut prendre dans ce domaine. On peut citer par exemple le traité de paix avec l'Autriche, la question des enfants grecs, les cas individuels des femmes d'origine russe auxquelles on a interdit de quitter l'Union soviétique pour se rendre dans la patrie de leur mari, le cas des journalistes et des dignitaires ecclésiastiques emprisonnés et les milliers de prisonniers de guerre allemands, italiens et japonais qui sont détenus en Union soviétique, et dont la libération répondrait à l'attente de l'opinion publique mondiale non moins qu'aux exigences du droit international. Cette énumération n'est en aucune façon limitative. Elle ne tend qu'à indiquer à M. Vychinsky quelques-uns des premiers pas que l'Union soviétique devrait faire si elle veut persuader le monde de la sincérité de ses intentions, fortifier les espérances dont elle a encouragé la naissance et rencontrer l'Occident à mi-chemin au rendez-vous de la paix.

La séance est levée à 12 h. 45.